



## CHAPITRE 24

Loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal

[Sanctionnée le 2 février 1956]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Interprétation:

"autorité municipale";

"corporation".

Corporation.

Droits et pouvoirs.

Siège social.

Devoirs.

1. Dans la présente loi, les termes suivants désignent:

a) "autorité municipale": le conseil municipal de la cité de Montréal ou le comité exécutif de cette cité, lorsqu'il est autorisé à cet effet par ce conseil;

b) "corporation": la corporation constituée en vertu de l'article 2.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer, au moyen de lettres patentes émises sous le sceau de la province et sous le nom qu'il lui attribuera, une corporation pour les fins énoncées à l'article 3.

A ces fins, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder à ladite corporation, par ces lettres patentes ou par des lettres patentes supplémentaires, tous droits et pouvoirs qu'il jugera appropriés à ses fins corporatives et qui découlent de la juridiction législative de la province.

Le siège social de cette corporation sera dans la cité de Montréal.

3. La corporation sera chargée de construire, aménager, posséder, entretenir et administrer, dans la cité de Montréal,

## CHAPTER 24

An Act to facilitate the establishment and administration of a concert hall in Montreal

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. In this act, the following terms mean:

a. "municipal authority": the municipal council of the city of Montreal or the executive committee of that city, when it is authorized to that effect by such council;

b. "corporation": the corporation created under section 2.

2. The Lieutenant-Governor in Council may create, by letters patent issued under of the Great Seal of the Province and under such name as he may assign to it, a corporation for the purposes mentioned in section 3.

For such purposes, the Lieutenant-Governor in Council is authorized to grant to the said corporation, by such letters patent or by supplementary letters patent, all the rights and powers which he deems appropriate for its corporate objects and which result from the legislative jurisdiction of the Province.

The corporate seat of such corporation shall be in the city of Montreal.

3. The corporation shall be entrusted with the construction, equipment, possession, maintenance and administration,

Interpretation:

"municipal corporation";

"corporation".

Corporation.

Rights and powers.

Corporate seat.

Duties.

une salle de concert ou un centre culturel incluant une salle de concert.

in the city of Montreal, of a concert hall or a cultural centre including a concert hall.

Compo-  
sition.

**4.** La corporation sera composée de vingt et un membres. Cependant, après entente entre le lieutenant-gouverneur en conseil et l'autorité municipale, le nombre des membres pourra être augmenté jusqu'à concurrence de trente-trois.

**4.** The corporation shall be composed of twenty-one members. Nevertheless, following agreement between the Lieutenant-Governor in Council and the municipal authority, the number of the members may be increased up to thirty-three.

Compo-  
sition.

Nomina-  
tions.

Un tiers de ces membres sera nommé par l'autorité municipale; un tiers par le lieutenant-gouverneur en conseil; un tiers par un comité nommé pour représenter les souscripteurs et composé uniquement de souscripteurs privés.

One-third of such members shall be appointed by the municipal authority; one-third by the Lieutenant-Governor in Council; one-third by a committee appointed to represent the subscribers and composed solely of private subscribers.

Appoint-  
ment.

Succes-  
seurs.

Les successeurs des membres seront nommés de la même manière et avec les mêmes mandats.

The successors of the members shall be appointed in the same manner and with the same mandates.

Succes-  
sors.

Terme  
d'office.

**5.** Le terme d'office des membres sera de cinq ans. Ils pourront être nommés de nouveau, pour un ou plusieurs termes subséquents.

**5.** The term of office of the members shall be five years. They may be re-appointed for one or more subsequent terms.

Term of  
office.

Rempla-  
cement.

Au cas de décès ou de résignation d'un membre ou d'incapacité ou de refus de remplir ses fonctions, pendant le cours de son terme, son successeur sera nommé pour le reste de ce terme.

In case of the death or resignation of a member or of his inability or refusal to perform his duties during his term of office, his successor shall be appointed for the balance of such term.

Replace-  
ment.

Incapa-  
cité ou  
refus  
d'agir.

Le fait de ne pas assister à trois assemblées consécutives de la corporation, sans explication satisfaisante de la part d'un membre, sera réputé une incapacité ou un refus d'agir et rendra sa fonction vacante.

Failure by a member to attend three consecutive meetings of the corporation, without satisfactory explanation, shall be deemed an instance of inability or refusal to act and shall render his office vacant.

Inability  
or refusal  
to act.

Fonctions  
gratuites.

**6.** Les membres, comme tels, ne toucheront aucune rémunération pour l'exercice de leur charge.

**6.** The members, as such, shall receive no remuneration for the performance of their duties.

No remuneration.

Existence  
perpé-  
tuelle.

**7.** L'existence de la corporation sera perpétuelle et subistera nonobstant toute vacance qui pourra s'y produire. Elle ne pourra être dissoute, ni liquidée, que par une loi de la Législature.

**7.** The existence of the corporation shall be perpetual and shall continue, notwithstanding any vacancy that may occur therein. It cannot be dissolved or liquidated, except by an act of the Legislature.

Perpetual  
existence.

Droits et  
pouvoirs  
corpo-  
ratifs.

**8.** La corporation aura, outre ceux qui lui sont attribués par la présente loi et par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 2, tous les droits et pouvoirs des corporations ordinaires.

**8.** The corporation shall have, in addition to those assigned to it by this act and by the Lieutenant-Governor in Council under section 2, all the rights and powers of ordinary corporations.

Corporate  
rights and  
powers.

Adminis-  
tration.

Ses affaires seront administrées par un conseil élu à l'assemblée générale annuelle de celle-ci et formée d'un nombre égal de représentants des trois groupes mentionnés au deuxième alinéa de l'article 4 ci-

Its affairs shall be managed by a board elected at the annual general meeting thereof and formed of an equal number of representatives of the three groups mentioned in the second paragraph of

Adminis-  
tration.

dessus. Ce nombre sera fixé par règlement de la corporation.

Dispositions applicables.

L'élection des membres de ce conseil d'administration et des officiers de la corporation, la durée de leur terme d'office, leurs pouvoirs, attributions, devoirs et obligations seront au surplus, sauf incompatibilité avec la présente loi ou avec les droits et pouvoirs conférés à la corporation par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 2, ceux des directeurs et officiers d'une compagnie sous l'empire de la Loi des compagnies de Québec.

Quorum.

Le quorum des assemblées de la corporation et celui des assemblées de son conseil d'administration seront constitués de la majorité de leurs membres respectifs.

Pouvoirs additionnels.

9. Sauf incompatibilité avec la présente loi, les dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et celles de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à la corporation.

Elle pourra, au surplus,

a) acquérir, posséder et louer, dans la cité de Montréal, des biens meubles et immeubles;

b) recevoir des dons mobiliers et immobiliers, en nature ou en argent, par voie de subventions, de donations entre vifs ou testamentaires, de garanties, ou de toute autre manière;

c) recueillir des fonds au moyen de souscriptions publiques pour la construction, l'aménagement et le maintien de la salle de concert ou du centre culturel en question;

d) adopter des règlements pour sa régie interne.

Immeubles.

Elle ne pourra pas, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et de l'autorité municipale, aliéner ou hypothéquer ses immeubles.

Souscriptions autorisées.

10. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente loi,

a) la corporation de la cité de Montréal et toute autre corporation municipale ayant son siège d'affaires dans l'île de Montréal ou dans un rayon de quinze milles de cette île sont autorisées à souscrire au fonds de la corporation toute

section 4 above. Such number shall be fixed by by-law of the corporation.

The election of the members of such board of management and of the officers of the corporation, the duration of their term of office, their powers, functions, duties and obligations shall be, except where inconsistent with this act or with the rights and powers conferred on the corporation by the Lieutenant-Governor in Council under section 2, those of the directors and officers of a company under the Quebec Companies Act.

Provisions to apply.

The quorum at meetings of the corporation and of its board of management shall consist of the majority of their respective members.

Quorum.

9. Except where inconsistent with this act, the provisions of Part I of the Quebec Companies Act and those of the Special Corporate Powers Act shall apply, *mutatis mutandis*, to the corporation.

Additional powers.

It may, furthermore,

a. acquire, possess and let, in the city of Montreal, moveable and immoveable property;

b. receive gifts of moveables and immoveables in money or in kind by way of grants, gifts *inter vivos* or by will, guarantees or in any other way;

c. collect money by public subscriptions for the construction, equipment and maintenance of the concert hall or cultural centre in question;

d. make by-laws for its internal management.

It cannot, without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council and the municipal authority, alienate or hypothecate its immoveables.

Immoveables.

10. Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this act,

a. the corporation of the city of Montreal and any other municipal corporation having its place of business in the Island of Montreal or within a radius of fifteen miles from that island are authorized to subscribe to the funds of the corporation

Subscriptions authorized.

aide financière qu'elles estimeront convenable, sans autre formalité qu'une résolution adoptée à cet effet et approuvée par la Commission municipale de Québec. Lesdites corporations sont autorisées à contracter un ou plusieurs emprunts à ces fins et seulement l'autorisation de la Commission municipale est requise à part la résolution municipale décrétant tels emprunts;

b) les compagnies relevant de l'autorité législative de la province sont autorisées à faire à la corporation les donations qu'elles estimeront opportunes.

Donations.

**11.** Les donations consenties en vertu de la présente loi sont soustraites à l'application des articles 776 et 787 du Code civil. Elles peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constitue est signé par le donateur ou, quant aux corps publics visés à l'article 10, dès l'entrée en vigueur de la résolution.

Exemption de taxes.

**12.** Le conseil de la cité de Montréal, la Commission des écoles catholiques de Montréal et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal peuvent, par résolution, en ce qui les concerne respectivement, exempter, partiellement ou en entier, les immeubles de la corporation de toute taxe, cotisation et imposition.

Expropriations.

**13.** Avec l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, la corporation pourra acquérir, par voie d'expropriation, tout immeuble dont elle jugera avoir besoin pour les fins de la présente loi.

Procédure.

La procédure d'expropriation, dans ce cas, sera celle prévue pour les expropriations faites par la cité de Montréal, en particulier et sans restriction en ce qui concerne la prise de possession préalable.

Paiement autorisé.

**14.** Pour l'acquisition du terrain et la construction et l'aménagement des immeubles requis pour les fins de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à payer à la corporation, aux conditions et de la manière qu'il déterminera, à même le fonds consolidé du

such financial assistance as they may deem advisable, without other formality than the passing of a resolution to that effect and its approval by the Quebec Municipal Commission. The said corporations are authorized to contract one or more loans for such purposes and only the authorization of the Quebec Municipal Commission shall be required in addition to the municipal resolution enacting such loans;

b. companies subject to the legislative authority of the Province are authorized to make to the corporation such gifts as they may deem advisable.

Gifts.

**11.** The gifts made under this act shall be exempt from the application of articles 776 and 787 of the Civil Code. They may be made by private agreement and shall be valid and deemed accepted as soon as the writing evidencing the same is signed by the donor or, as to the public bodies mentioned in section 10, on the coming into force of the resolution.

Tax exemption.

**12.** The council of the city of Montreal, the Montreal Catholic School Commission and the Montreal Protestant School Board may, by resolution, in so far as they are respectively concerned, exempt the immovables of the corporation partially or entirely from any tax, assessment or levy.

Expropriation.

**13.** With the prior approval of the Lieutenant-Governor in Council, the corporation may acquire, by expropriation, any immovable which it considers that it needs for the purposes of this act.

Procedure.

The expropriation procedure in such case shall be that provided for expropriations made by the city of Montreal, in particular and without restriction with respect to previous taking possession.

Payment authorized.

**14.** For the acquisition of the land and the construction and equipment of the buildings required for the purposes of this act, the Lieutenant-Governor in Council is authorized to pay to the corporation, on such conditions and in such manner as he may determine, out of the consolidated

revenu, une somme n'excédant pas deux millions cinq cent mille dollars.

revenue fund, a sum not exceeding two million five hundred thousand dollars.

Entrée en  
vigueur.

**15.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**15.** This act shall come into force on the day of its sanction. <sup>Coming  
into force.</sup>